

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

Avis 38.472/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 26 mai 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution du règlement (CEE) n° 3821/85 du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route", a donné le 22 juin 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Par ailleurs le présent avis comporte également un certain nombre d'observations sur d'autres points. Il ne peut toutefois s'en déduire que, dans le délai qui lui est imparti, la section de législation a procédé à un examen exhaustif du projet.

### Observation générale

#### Portée et fondement légal du projet

L'utilisation de tachygraphes, appareils permettant d'enregistrer les temps de conduite et les vitesses de déplacement des véhicules terrestres affectés au transport de marchandises ou de passagers, est imposée par le règlement (CEE) n° 3821/85 du Conseil des Communautés européennes du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route <sup>(1)</sup>.

Ce règlement 3821/85/CEE a notamment été modifié par le règlement n° 2135/98/CEE du Conseil du 24 septembre 1998, qui y a intégré, à côté des dispositions relatives aux anciens tachygraphes analogiques et à leurs feuilles d'enregistrement, de nouvelles règles relatives à l'homologation, à l'installation, au contrôle et à l'utilisation des tachygraphes digitaux et de leurs cartes de mémorisation.

---

<sup>(1)</sup> Les temps de travail et de repos des transporteurs routiers sont, pour leur part, fixés par le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil des Communautés européennes du 20 décembre 1985 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route.

Le projet examiné vise à remplacer l'arrêté royal du 13 juillet 1984 <sup>(2)</sup>, qui assure l'exécution du règlement 3821/85/CEE, par un nouveau texte de nature réglementaire contenant les mesures d'exécution qu'appelle le règlement européen précité, tant pour ce qui concerne les tachymètres analogiques que digitaux.

En ce qu'elles constituent des mesures d'exécution du règlement 3821/85/CEE relatives à l'homologation, à l'installation et au contrôle des tachygraphes, les dispositions du projet trouvent leur principal fondement légal dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments, ainsi que les accessoires de sécurité, dont les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 disposent :

"Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le Roi arrête :

1. les conditions techniques relatives aux véhicules de transport par terre, à leurs éléments et aux accessoires y compris ceux de sécurité, qu'Il désigne, telles que les conditions relatives à leur construction, leur assemblage, leur agrément, leur homologation, leur réparation et leur entretien;
2. les mesures de contrôle de l'application des règlements visés au 1;
3. les modalités selon lesquelles les constructeurs ou fabricants fournissent la preuve que les véhicules, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, destinés à être mis en circulation ou à être utilisés sur la voie publique en Belgique, satisfont au règlement visé au 1.
4. les conditions techniques, procédures administratives et modalités de contrôle selon lesquelles le Ministre ayant les transports par terre dans ses attributions, ou son délégué, octroie l'agrément exceptionnel d'un véhicule isolé, sur demande de son propriétaire.

Sur proposition du Ministre ayant les transports par terre dans ses attributions, le Roi peut confier le contrôle des véhicules en circulation à des organismes agréés à cette fin par Lui, aux conditions qu'Il détermine; ces conditions peuvent également porter sur la régularisation de leurs conditions d'exploitation en vue d'assurer l'organisation de ce contrôle sur l'ensemble du territoire et sur leur contribution au financement de l'organisme désigné par Lui, ayant comme mission de promouvoir la sécurité routière; cette contribution ne peut dépasser 10 % des recettes nettes qui résultent des missions confiées par le Roi à ces organismes.

---

<sup>(2)</sup> Arrêté royal du 13 juillet 1984 portant exécution du règlement (CEE) n° 3821/85 du Conseil des Communautés européennes du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route.

§ 2. Le Roi peut prendre en la matière toute mesure nécessaire pour assurer l'exécution des obligations résultant des traités internationaux et actes internationaux pris en vertu de ceux-ci, ces mesures pouvant comprendre l'abrogation ou la modification de dispositions légales."

Les dispositions du projet relatives à l'utilisation des tachygraphes par les conducteurs, ainsi qu'au téléchargement et au stockage des données enregistrées, ne peuvent toutefois être considérées comme fixant des conditions techniques au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 21 juin 1985 précitée.

Il convient d'en chercher le fondement légal dans la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, dont l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, dispose :

"Article 1. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, toute mesure nécessaire pour assurer l'exécution des obligations résultant des traités internationaux et des actes internationaux pris en vertu de ceux-ci, ces mesures pouvant comprendre l'abrogation ou la modification de dispositions légales.

La présente loi n'est pas applicable aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité."

Outre le fait qu'elle procure un fondement légal aux dispositions du projet qui ne constituent pas des conditions techniques au sens de la loi du 21 juin 1985, il doit être relevé que la loi du 18 février 1969 permet, en son article 2*bis*, la mise en place par le Roi d'un régime de paiement immédiat d'une somme d'argent lors de la constatation d'une infraction à un règlement pris en vertu de celle-ci.

Cette possibilité de mettre en place une procédure de paiement immédiat d'une somme d'argent n'est, par contre, pas prévue en cas d'infraction à un règlement pris en vertu de la loi du 21 juin 1985 précitée <sup>(3)</sup>.

### Observations particulières

#### Préambule

1. L'article 75 du Traité instituant la Communauté économique européenne, ne procure pas de fondement légal au projet examiné.

L'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule doit dès lors être omis.

2. Pour les motifs exprimés dans l'observation générale, il y a lieu de viser, au titre de fondement légal, la loi du 18 février 1969 précitée.

3. Les textes visés au préambule d'un projet d'arrêté réglementaire doivent l'être avec la mention de la date de leurs modifications encore en vigueur.

4. L'avis de la section de législation n'ayant pas été demandé dans le délai de cinq jours prévu à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la motivation de l'urgence figurant dans le préambule sera omise, et la référence à la disposition précitée corrigée.

---

<sup>(3)</sup> Un avant-projet de loi "portant diverses dispositions en matière de transport" récemment soumis à l'avis de la section de législation et qui a fait l'objet d'un avis 38.341/4, donné le 18 mai 2005, vise cependant à y introduire un article 4bis prévoyant cette possibilité. Elle ne concernerait toutefois que les infractions au règlement pris en application de la directive 2000/30/CE du 6 juin 2000 relative au contrôle technique routier des véhicules utilitaires circulant dans la Communauté.

### Dispositif

#### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>e</sup> tiret <sup>(4)</sup>, du projet, définit le délégué du ministre comme étant

"le Directeur général de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports en ce qui concerne les chapitres I à IX, et le Directeur général de la Direction générale Transport terrestre du Service public fédéral Mobilité et Transports en ce qui concerne le chapitre XI."

Les termes "délégué du ministre" sont également utilisés au chapitre X du projet (article 17). Il convient de préciser quelle y est leur signification.

#### Article 3

1. L'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet, relatif à la procédure d'homologation des modèles de tachygraphes, de feuilles d'enregistrement ou de cartes mémoire, dispose que le Service de Métrologie du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie, "peut, sous sa propre surveillance et responsabilité, confier l'exécution de certains essais préalables à d'autres laboratoires, pour autant que ces laboratoires soient accrédités par BELAC conformément aux normes de la série EN 17000".

Ce système d'accréditation a fait l'objet d'un projet d'arrêté royal portant création du système BELAC d'accréditation des organismes de certification et d'inspection ainsi que des laboratoires d'essais, sur lequel la section de législation du Conseil d'État a donné, le 5 décembre 2002, un avis 34.180/1.

Selon les informations auxquelles le Conseil d'État a accès, la structure belge d'accréditation BELAC n'est pas encore opérationnelle pour la délivrance d'accréditations <sup>(5)</sup>.

---

<sup>(4)</sup> Il y a lieu de remplacer les tirets par 1°, 2°, 3° etc.

<sup>(5)</sup> [http://www.mineco.fgov.be/organization\\_market/accreditation/news\\_fr.htm](http://www.mineco.fgov.be/organization_market/accreditation/news_fr.htm) .../...

La référence à un agrément BELAC est donc prématurée.

2. Il appartient à l'auteur du projet de veiller à ce que le titulaire d'une homologation ait la possibilité de faire valoir son point de vue en cas de suspension ou de retrait de cette homologation.

### Article 5

L'article 5 du projet charge le Ministre de la Mobilité et des Transports ou son délégué d'établir "des instructions, en ce qui concerne l'installation, la réparation, le contrôle du tachygraphe et l'installation dans son ensemble".

Cet article charge également le Ministre qui a la métrologie dans ses attributions ou son délégué d'établir "des instructions en ce qui concerne l'homologation d'un modèle de tachygraphe ou de feuille d'enregistrement ou de la carte mémoire".

Cette disposition est ambiguë. Elle peut en effet être interprétée soit comme habilitant les ministres précités et leurs délégués à arrêter des mesures d'exécution du projet, soit comme chargeant ceux-ci d'en rédiger un commentaire explicatif portant sur les différents points précités.

Dans la première de ces deux interprétations, l'article 5 du projet ne peut prévoir une subdélégation au délégué du ministre. Dans la seconde interprétation, il n'a pas sa place dans un texte réglementaire.

### Article 7

L'article 7 du projet dispose :

"Art.7. Les ateliers agréés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et ne désirant pas étendre leur activité au tachygraphe digital ou les ateliers introduisant une première demande d'agrément sont soumis aux dispositions de l'annexe III."

.../...

Cet article 7 constitue l'unique disposition du chapitre IV du projet, intitulé "Agrément des installateurs ou réparateurs limité aux tachygraphes analogiques". Interprété strictement et compte tenu de ce que l'intitulé d'une subdivision d'un arrêté est dépourvu de valeur normative, il signifie qu'une première demande d'agrément ne peut porter que sur l'installation, le contrôle ou la réparation des seuls tachygraphes analogiques, solution qu'aucune disposition du projet ou du règlement européen qu'il exécute ne permet d'expliquer.

Si telle est bien l'intention de l'auteur du texte, il convient dès lors d'ajouter, après les mots "première demande d'agrément", les mots "d'installateur ou de réparateur limité aux tachygraphes analogiques".

#### Article 8

À l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, le membre de phrase "nonobstant les compétences, moyens techniques et instruments nécessaires à l'exécution des activités concernées", doit être soit revu, afin de clarifier sa portée, soit supprimé.

#### Article 9

L'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, du projet, dispose :

"Toute perte ou disparition d'un outil de pose de scellés est immédiatement signalée à l'Administration. En cas de disparition, elle est en outre immédiatement signalée à la police."

La perte d'un objet entraîne nécessairement sa disparition. Si l'intention de l'auteur du projet est de distinguer les disparitions résultant d'un acte intentionnel, ces dernières devant être signalées à la police, il serait préférable de remplacer le mot "disparition" par "tout vol".

### Article 10

L'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet, relatif au téléchargement par un atelier agréé des données stockées dans la mémoire de l'appareil de contrôle, dispose que "la transmission de ces données ne peut être faite qu'au propriétaire ou au détenteur du véhicule ou à une personne autorisée par ces derniers".

S'agissant de données à caractère personnel au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, la section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas la justification de leur communication au propriétaire du véhicule, lorsque celui-ci n'en est ni le titulaire de l'immatriculation, ni le conducteur, ni l'employeur de ce dernier. Dans ce contexte, l'utilisation du terme "détenteur" est également trop imprécise.

L'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet, sera revu, pour y définir plus strictement les personnes auxquelles les données précitées peuvent être transmises.

La même observation vaut pour l'alinéa 3 du paragraphe 2.

### Article 12

L'article 12 du projet vise à organiser les formations initiales et de recyclage des membres du personnel des ateliers agréés. L'alinéa 3 dispose :

"Le Ministre ou son délégué désigne les organismes de formation selon les conditions qu'il détermine."

Une telle subdélégation de pouvoirs réglementaires à un fonctionnaire est excessive et ne peut être admise.

### Article 13

1. L'article 13 du projet, relatif au retrait d'agrément des installateurs et réparateurs de tachygraphes, dispose, en son paragraphe 1<sup>er</sup> :

"Art. 13. - § 1<sup>er</sup>. L'agrément peut être retiré par le Ministre ou son délégué lorsqu'une installation, un contrôle de l'exactitude ou une réparation n'a pas été effectuée conformément aux prescriptions du règlement.

L'agrément comme installateur ou réparateur peut également être retiré lorsqu'il est constaté conformément à l'article 14, que les conditions pour l'installation et la réparation des tachygraphes ne sont plus remplies."

Il convient de préciser quelles sont les "conditions" visées à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du projet.

2. À l'article 13, § 2, il est précisé que les décisions de retrait d'agrément (alinéa 1<sup>er</sup>) et les décisions prises dans le cadre d'un recours contre les premières (alinéa 3) doivent être motivées.

L'obligation de motivation formelle résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ne doit dès lors pas être répétée dans le projet examiné.

### Article 15

1. L'article 15 du projet organise les contrôles des véhicules équipés d'un tachygraphe. Le second paragraphe de cette disposition décrit les différents types d'inspection. Il devrait être réécrit afin d'y distinguer plus clairement les contrôles imposés à tous les tachymètres de ceux ne concernant que les appareils soit analogiques, soit digitaux.

2. L'article 15, § 4, du projet, dispose :

"§ 4. Tout véhicule pour lequel les agents de contrôle visés à l'article 19 ont constaté que le tachygraphe n'est pas conforme aux prescriptions du règlement ne peut être utilisé sur la voie publique que pour rejoindre un atelier agréé en vue de sa remise en conformité."

Cette disposition doit être mise en regard de l'article 16 du règlement 3821/85/CEE précité, dont le paragraphe 1<sup>er</sup> énonce :

"Art. 16. 1. En cas de panne ou de fonctionnement défectueux de l'appareil, l'employeur doit le faire réparer, par un installateur ou un atelier agréé, aussitôt que les circonstances le permettent.

Si le retour au siège ne peut s'effectuer qu'après une période dépassant une semaine à compter du jour de la panne ou de la constatation du fonctionnement défectueux, la réparation doit être effectuée en cours de route.

Les États membres peuvent prévoir, dans le cadre des dispositions prévues à l'article 19, la faculté pour les autorités compétentes d'interdire l'usage du véhicule pour les cas où il n'est pas remédié à la panne ou au fonctionnement défectueux dans les conditions fixées ci-avant."

L'article 15, § 4, du projet, devrait être revu afin de s'inscrire dans le système prévu par la disposition précitée.

### Article 17

1. L'article 17 prévoit, en son paragraphe 1<sup>er</sup>, que :

"Le Ministre ou son délégué fixe les conditions d'obtention des cartes tachygraphiques (...)"

Une telle subdélégation de pouvoirs réglementaires à un fonctionnaire est excessive, et ne peut être admise.

2. L'article 17, § 12, dispose :

"§ 12. Les cartes sont saisies et retirées par les agents de contrôle visés à l'article 19 § 2 en cas d'utilisation abusive ou frauduleuse."

.../...

Cette disposition doit être appréciée au regard de l'article 14, § 4, c), du règlement 3821/85/CEE précité, lequel prévoit :

- "c) La carte de conducteur est personnelle. Elle ne peut faire l'objet, pendant la durée de sa validité administrative, d'un retrait ou d'une suspension pour quelque motif que ce soit, sauf si l'autorité compétente d'un État membre constate que la carte a été falsifiée, que le conducteur utilise une carte dont il n'est pas titulaire ou que la carte détenue a été obtenue sur la base de fausses déclarations et/ou de documents falsifiés. Si les mesures de suspension ou de retrait susmentionnées sont prises par un État membre autre que celui qui a délivré la carte, cet État membre renvoie la carte aux autorités de l'État membre qui l'ont délivrée en indiquant les raisons de cette restitution."

Le principe posé par cette disposition est celui de l'interdiction de retrait ou de suspension de la carte. Les exceptions qu'elle prévoit doivent, par conséquent, être interprétées restrictivement. Il serait dès lors préférable, à l'article 17, § 12, du projet, de remplacer les mots "en cas d'utilisation abusive ou frauduleuse" par le renvoi aux hypothèses prévues à l'article 14, § 4, c), précité du règlement européen qu'il exécute.

3. La rédaction de l'article 17, § 16, mérite d'être revue.

#### Article 18

L'article 18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, peut être supprimé. Les agents "visés à l'article 19, § 2" faisant partie des "agents visés au § 4", auxquels il est fait référence à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5.

#### Article 19

L'article 19, § 1<sup>er</sup>, du projet, dispose :

"Art.19. § 1<sup>er</sup>. Les infractions commises sur le territoire d'un autre pays sont constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur."

.../...

Cette formulation ne présente pas la même clarté que l'article 10 de l'arrêté royal du 13 juillet 1984 précité, que le projet vise à remplacer. Elle omet en outre d'énoncer que les manquements au règlement 3821/85/CE constituent des infractions auxquelles l'article 2 de la loi du 18 février 1969 précitée, ou l'article 4 de la loi du 21 juin 1985 précitée, sont applicables, selon qu'elles ont trait aux modalités d'utilisation de l'appareil de contrôle ou à ses caractéristiques techniques.

Afin de différencier clairement ces incriminations, qui ne prévoient pas les mêmes peines, il serait d'ailleurs préférable de procéder à une double énumération des manquements aux obligations découlant du règlement européen et du projet examiné assortis d'une sanction pénale, en les séparant selon que leur pénalisation relève de l'un ou de l'autre des fondements légaux précités.

#### Article 21

L'article 21 du projet impose aux conducteurs de véhicules équipés d'un tachygraphe d'être, dans certaines circonstances qu'il définit, en possession d'une attestation de leur employeur relative à leurs périodes d'absence pour cause de congé, d'accident, de maladie ou de repos hebdomadaire ou journalier.

La section de législation observe que cette obligation n'est toutefois pas applicable aux conducteurs exerçant leur activité sans être soumis à l'autorité d'un employeur.

#### Article 23

La date du 5 août 2005 mentionnée à l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet, n'est admissible que si celui-ci est adopté et publié avant cette date, permettant ainsi aux intéressés de prendre les dispositions nécessaires pour se conformer à l'obligation prévue par ce texte. Il est fait référence, également à cet égard, à l'observation formulée sous l'article 25.

### Article 25

Il résulte de l'article 25 en projet que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

### Annexe II

1. Il est illogique de prévoir, au point C, I, a), de l'annexe II, qu'une enseigne normalisée identifiant l'entreprise en tant qu'installateur agréé de tachygraphes digitaux doit être placée à l'extérieur du bâtiment à un endroit bien visible, pour pouvoir introduire une demande d'agrément, et donc avant son obtention.

2. L'utilisation d'une armoire fermant à clé ou d'un coffre-fort n'est imposée, à l'annexe II, C, I, b), alinéa 2, et D, a), que pour les installateurs et réparateurs de tachygraphes digitaux. Une partie de l'équipement qui doit y être conservé est cependant commune aux ateliers travaillant sur des tachygraphes analogiques (matériel de pose de scellés et plaquettes d'installation, notamment).

### Annexe VI

1. Il est renvoyé, pour ce qui concerne les procédures et décisions de retrait ou de non-renouvellement de l'agrément des organismes de contrôle des ateliers agréés, à l'observation 2 formulée à propos de l'article 13 du projet.

2. Le point 6 de l'annexe VI dispose que "Les organismes qui sollicitent l'agrément s'engagent à effectuer un contrôle annuel portant sur les points suivants :".

La portée de cette obligation devrait être mieux définie.

#### Observation finale

Il y a lieu d'écrire "euro(s)" en toutes lettres et non d'employer le symbole "€" utilisé par l'arrêté à l'examen.

-----

La chambre était composée de

|           |                                |                       |
|-----------|--------------------------------|-----------------------|
| Madame    | M.-L. WILLOT-THOMAS,           | président de chambre, |
| Messieurs | P. LIÉNARDY,<br>P. VANDERNOOT, | conseillers d'État,   |
| Madame    | C. GIGOT,                      | greffier.             |

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

-----

ADVIES 38.472/4

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 26 mei 2005 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van de verordening (EEG) nr. 3821/85 van 20 december 1985 betreffende het controleapparaat in het wegvervoer", heeft op 22 juni 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Daarnaast bevat dit advies ook een aantal opmerkingen over andere punten. Daaruit mag echter niet worden afgeleid dat de afdeling wetgeving binnen de haar toegemeten termijn een exhaustief onderzoek van het ontwerp heeft verricht.

#### Algemene opmerking

##### Draagwijdte en rechtsgrond van het ontwerp

Het gebruik van tachografen, apparaten waarmee de rijtijden en de snelheid kan worden geregistreerd van landvoertuigen die gebruikt worden voor het vervoer van goederen of personen, is verplicht gesteld bij verordening (EEG) nr. 3821/85 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 20 december 1985 betreffende het controleapparaat in het wegvervoer <sup>(1)</sup>.

Die verordening 3821/85/EEG is inzonderheid gewijzigd bij verordening nr. 2135/98/EEG van de Raad van 24 september 1998, waarbij naast de bepalingen betreffende de oude analoge tachografen en de registratiebladen ervan, nieuwe regels zijn opgenomen betreffende de goedkeuring, de installatie, de controle en het gebruik van digitale tachografen en de geheugenkaarten ervan.

---

<sup>(1)</sup> De werk- en rusttijden van de wegvervoerders, hunnerzijds, zijn vastgesteld bij verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 20 december 1985 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer.

Het voorliggende ontwerp strekt ertoe het koninklijk besluit van 13 juli 1984 <sup>(2)</sup>, dat ervoor zorgt dat verordening 3821/85/EEG wordt uitgevoerd, te vervangen door een nieuwe regeling van verordenende aard met de uitvoeringsmaatregelen die voor de voornoemde Europese verordening vereist zijn, zowel wat analoge als wat digitale tachometers betreft.

Voorzover de bepalingen van het ontwerp maatregelen zijn tot uitvoering van verordening 3821/85/EEG betreffende de goedkeuring, de installatie en de controle van tachografen, is de belangrijkste rechtsgrond ervan te vinden in artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, waarvan de paragrafen 1 en 2 als volgt luiden :

"Artikel 1. § 1 De Koning bepaalt :

- 1° de technische eisen voor voertuigen voor vervoer te land, voor de onderdelen ervan en voor het veiligheidstoebehoren door Hem aangewezen, zoals de eisen betreffende hun bouw, assemblage, erkenning, goedkeuring, herstelling en onderhoud;
- 2° de maatregelen inzake controle op de toepassing van de in 1 bedoelde reglementen;
- 3° de modaliteiten volgens welke de constructeurs of de fabrikanten het bewijs leveren dat de voertuigen, hun onderdelen alsook hun veiligheidstoebehoren, bestemd om in België in het verkeer te worden gebracht of op de openbare weg te worden gebruikt, voldoen aan het onder 1 bedoelde reglement.
- 4° de technische voorwaarden, administratieve procedures en controleprocedures die van toepassing zijn voor de uitzonderlijke goedkeuring van een voertuig als alleenstaand geval door de Minister die bevoegd is voor het vervoer te land of zijn gemachtigde, op verzoek van de eigenaar.

---

<sup>(2)</sup> Koninklijk besluit van 13 juli 1984 houdende uitvoering van de verordening (EEG) nr. 3821/85 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 20 december 1985 betreffende het controleapparaat in het wegvervoer.

Op voorstel van de Minister die het vervoer te land onder zijn bevoegdheid heeft, kan de Koning de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen toevertrouwen aan instellingen die hiertoe door Hem erkend worden onder de door Hem gestelde voorwaarden; deze voorwaarden kunnen eveneens betrekking hebben op de regularisatie van hun exploitatievoorwaarden teneinde de organisatie van deze controle over het hele grondgebied te verzekeren en op hun bijdrage tot de financiering van de door Hem aangeduide instelling, die als opdracht heeft de verkeersveiligheid te bevorderen; deze bijdrage mag niet meer bedragen dan 10% van de totale netto-ontvangsten welke voortvloeien uit de opdrachten die door de Koning aan deze instellingen zijn toevertrouwd.

§ 2. De Koning kan ter zake alle vereiste maatregelen treffen ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit de internationale verdragen en uit de krachtens deze genomen internationale akten, welke maatregelen de opheffing of de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden."

De bepalingen van het ontwerp betreffende het gebruik van de tachograaf door de bestuurders, alsook betreffende de overbrenging en de opslag van de geregistreerde gegevens, kunnen evenwel niet worden geacht technische eisen vast te stellen in de zin van artikel 1, § 1, van de voormelde wet van 21 juni 1985.

De rechtsgrond daarvan behoort te worden gezocht in de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, waarvan artikel 1, eerste en tweede lid, als volgt luidt :

"Artikel 1. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, alle vereiste maatregelen treffen ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit de internationale verdragen en uit de krachtens deze genomen internationale akten, welke maatregelen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden.

Deze wet is niet van toepassing op de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen."

Afgezien van het feit dat de wet van 18 februari 1969 een rechtsgrond oplevert voor de bepalingen van het ontwerp die geen technische eisen zijn in de zin van de wet van 21 juni 1985, behoort erop te worden gewezen dat artikel 2bis van die wet voorziet in de mogelijkheid dat de Koning een regeling invoert krachtens welke onmiddellijk een geldbedrag moet worden betaald wanneer een overtreding van een reglement uitgevaardigd op grond van die wet wordt vastgesteld.

In deze mogelijkheid om een procedure van onmiddellijke betaling van een geldbedrag in te voeren, is evenwel niet voorzien voor overtredingen van een reglement uitgevaardigd krachtens de voormelde wet van 21 juni 1985 <sup>(3)</sup>.

### Bijzondere opmerkingen

#### Aanhef

1. Artikel 75 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap verleent het onderzochte ontwerp geen rechtsgrond.

Het eerste lid van de aanhef dient bijgevolg te vervallen.

2. Om de redenen aangegeven in de algemene opmerking dient bij wijze van rechtsgrond te worden verwezen naar de voornoemde wet van 18 februari 1969.

3. De regelingen waarnaar in de aanhef van een ontwerp van verordnungsbesluit wordt verwezen, moeten worden vermeld met opgave van alle nog geldende wijzigingen ervan.

4. Aangezien niet gevraagd wordt dat het advies van de afdeling wetgeving wordt uitgebracht binnen de termijn van vijf dagen, vermeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dient de motivering van de spoedeisendheid in de aanhef te vervallen en behoort de verwijzing naar de voormelde bepaling gecorrigeerd te worden.

---

<sup>(3)</sup> Een voorontwerp van wet "houdende diverse maatregelen inzake vervoer", dat onlangs ter fine van advies aan de afdeling wetgeving is voorgelegd en waarvoor op 18 mei 2005 advies 38.341/4 is uitgebracht, strekt er evenwel toe daarin een artikel 4bis in te voegen waarbij in die mogelijkheid wordt voorzien. Die mogelijkheid zou evenwel alleen gelden voor overtredingen van het reglement uitgevaardigd op grond van richtlijn 2000/30/EG van 6 juni 2000 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in de Gemeenschap deelnemen aan het verkeer.

## Dispositief

### Artikel 1

In artikel 1, zevende streepje <sup>(4)</sup>, van het ontwerp wordt de volgende definitie gegeven van de afgevaardigde (lees : de gemachtigde) van de Minister :

"de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer wat de hoofdstukken I tot IX betreft, en de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal van het Vervoer te Land van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer wat het hoofdstuk XI betreft."

De woorden "de afgevaardigde (lees : de gemachtigde) van de Minister" worden eveneens gebezigd in hoofdstuk X van het ontwerp (artikel 17). Er dient te worden aangegeven wat daar de betekenis van is.

### Artikel 3

1. In artikel 3, § 1, eerste lid, van het ontwerp, betreffende de procedure tot goedkeuring van modellen van tachograaf, registratiebladen of geheugenkaarten, wordt bepaald dat de Dienst Metrologie van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie, "onder (zijn) toezicht en (zijn) verantwoordelijkheid de uitvoering van bepaalde voorafgaande proeven aan andere laboratoria (mag) toewijzen voorzover deze erkend zijn door BELAC conform de tot de reeks EN 17000 behorende normen".

Dat accreditatiesysteem is het onderwerp geweest van een ontwerp van koninklijk besluit tot oprichting van het BELAC accreditatiesysteem van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria, waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State op 5 december 2002 advies 34.180/1 heeft uitgebracht.

---

<sup>(4)</sup> De streepjes dienen te worden vervangen door 1°, 2°, 3° enz.

Volgens de inlichtingen waartoe de Raad van State toegang heeft, is de Belgische accreditatiestructuur BELAC nog niet operationeel voor het afgeven van accreditaties <sup>(5)</sup>.

Het is dus voorbarig te spreken van een erkenning door BELAC.

2. De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat de houder van een goedkeuring de mogelijkheid heeft zijn standpunt te laten gelden in geval van schorsing of intrekking van deze goedkeuring.

#### Artikel 5

Bij artikel 5 van het ontwerp wordt de Minister van Mobiliteit en Vervoer of zijn gemachtigde ermee belast "instructies (op te stellen) in verband met de installatie, de herstelling, de controle van de tachograaf en de installatie in haar geheel".

Dit artikel machtigt eveneens de Minister belast met metrologie of zijn gemachtigde "instructies (op te stellen) in verband met de goedkeuring van een model van tachograaf, registratieblad of geheugenkaart".

Deze bepaling is dubbelzinnig. Ze kan immers worden uitgelegd in die zin dat, ofwel de voormelde ministers en hun gemachtigden bevoegd worden gemaakt om maatregelen ter uitvoering van het ontwerp vast te stellen, ofwel dat ze ermee belast worden daarover een toelichting op te stellen betreffende de verschillende voornoemde punten.

Wat de eerste van deze twee interpretaties betreft, mag artikel 5 van het ontwerp niet voorzien in een subdelegatie aan de gemachtigde van de minister. De tweede interpretatie hoort niet thuis in een verordening.

---

<sup>(5)</sup> [http://www.mineco.fgov.be/organization\\_market/accreditation/news\\_nl.htm](http://www.mineco.fgov.be/organization_market/accreditation/news_nl.htm)

### Artikel 7

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt het volgende :

"Art. 7. De werkplaatsen die erkend waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit en die hun activiteit niet wensen uit te breiden tot digitale tachografen, of de werkplaatsen die een eerste aanvraag tot erkenning indienen, zijn onderworpen aan de bepalingen van bijlage III."

Dit artikel 7 vormt de enige bepaling van hoofdstuk IV van het ontwerp, dat het opschrift "Erkenning van de installateurs of herstellende die zich tot analoge tachografen beperken" draagt. Dit artikel betekent, als het strikt wordt geïnterpreteerd en er rekening mee gehouden wordt dat het opschrift van een onderverdeling van een besluit geen normatieve waarde heeft, dat een eerste aanvraag tot erkenning alleen betrekking kan hebben op de installatie, de controle of de herstelling van analoge tachografen, een regeling waarvoor geen uitleg kan worden gevonden in enige bepaling van het ontwerp of van de Europese verordening die bij dit ontwerp wordt uitgevoerd.

Indien dit de bedoeling van de steller van de tekst is, dienen derhalve de woorden "als installateur of hersteller die zich tot analoge tachografen beperkt" te worden toegevoegd na de woorden "eerste aanvraag tot erkenning".

### Artikel 8

In artikel 8, § 1, zesde lid, dient de zinsnede "Niettemin de vereiste competenties, technische middelen en nodige instrumenten voor de uitvoering van de bedoelde activiteiten" ofwel te worden herzien om de strekking ervan te verduidelijken, ofwel te worden geschrapt.

### Artikel 9

Artikel 9, § 1, vijfde lid, van het ontwerp bepaalt het volgende :

"Elk verlies of verdwijning van verzegelingsgereedschap wordt onmiddellijk medegedeeld aan de Administratie. Bij verdwijning wordt bovendien ook onmiddellijk aangifte gedaan bij de politie."

Het verlies van een voorwerp heeft noodzakelijkerwijs de verdwijning ervan tot gevolg. Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is een onderscheid te maken voor verdwijningen ten gevolge van een opzettelijke daad, die aan de politie moeten worden aangegeven, is het verkieslijk het woord "verdwijning" te vervangen door de woorden "elke diefstal".

### Artikel 10

Artikel 10, § 1, eerste lid, van het ontwerp, betreffende de overbrenging door een erkende werkplaats van de in het geheugen van het controle-apparaat opgeslagen gegevens, bepaalt dat "de gegevens (...) enkel verstrekt (mogen) worden aan de eigenaar of aan de houder van het voertuig of aan een door hen gemachtigd persoon".

Daar het gaat om persoonsgegevens in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, is het de afdeling wetgeving van de Raad van State niet duidelijk hoe kan worden gewettigd dat ze worden medegedeeld aan de eigenaar van het voertuig, wanneer het voertuig niet op zijn naam is ingeschreven, hij noch de bestuurder, noch de werkgever van de bestuurder is. In dit verband is het gebruik van de term "houder" eveneens te onduidelijk.

Artikel 10, § 1, eerste lid, van het ontwerp dient te worden herzien om de personen aan wie de voormelde gegevens kunnen worden medegedeeld strikter te omschrijven.

Dezelfde opmerking geldt voor het derde lid van paragraaf 2.

.../...

### Artikel 12

Artikel 12 van het ontwerp strekt ertoe de basisopleidings- en vervolmakingscursussen van de personeelsleden van de erkende werkplaatsen te regelen. Het derde lid bepaalt :

"De Minister of zijn afgevaardigde duidt de opleidingsinstellingen aan volgens de door hem bepaalde voorwaarden."

Zulk een subdelegatie van verordenende bevoegdheden aan een ambtenaar is overdreven en onaanvaardbaar.

### Artikel 13

1. Artikel 13, § 1, van het ontwerp, betreffende de intrekking van de erkenning als installateur of hersteller van tachografen, luidt als volgt :

"Art. 13. - § 1. De erkenning kan worden ingetrokken door de Minister of zijn afgevaardigde, indien een installatie, een controle van de meetnauwkeurigheid of een herstelling niet overeenkomstig de voorschriften van de verordening werd uitgevoerd.

De erkenning als installateur of hersteller kan ook worden ingetrokken indien, bij toepassing van artikel 14, wordt vastgesteld dat niet meer voldaan is aan de voorwaarden voor het installeren of herstellen van tachografen."

De "voorwaarden" waarvan sprake is in artikel 13, § 1, tweede lid, van het ontwerp dienen te worden gepreciseerd.

2. In artikel 13, § 2, staat dat beslissingen tot intrekking van de erkenning (eerste lid) en beslissingen genomen in het kader van een beroep tegen de eerstgenoemde beslissingen (derde lid) met redenen omkleed moeten worden.

De verplichting tot uitdrukkelijke motivering vloeit reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en hoeft derhalve niet te worden herhaald in het onderzochte ontwerp.

.../...

### Artikel 15

1. Artikel 15 van het ontwerp regelt de controles van de voertuigen die voorzien zijn van een tachograaf. De tweede paragraaf van deze bepaling bevat een beschrijving van de verschillende types van inspectie. Hij zou moeten worden herschreven om er een duidelijker onderscheid in te maken tussen de controles die worden opgelegd voor alle tachografen en die welke ofwel alleen op de analoge, ofwel alleen op de digitale betrekking hebben.

2. In artikel 15, § 4, van het ontwerp wordt het volgende bepaald :

"§ 4. Elk voertuig waarbij de in artikel 19 bedoelde controleambtenaren vaststellen dat de tachograaf niet overeenstemt met de voorschriften van de verordening, mag slechts op de openbare (weg) rijden om zich voor het herstellen van de conformiteit naar een erkende werkplaats te begeven."

Deze bepaling moet worden vergeleken met artikel 16 van de voornoemde Verordening 3821/85/EEG, waarvan paragraaf 1 luidt als volgt :

"Art. 16. 1. Bij uitvallen of gebrekkige werking van het apparaat moet de werkgever het door een erkende installateur of een erkende werkplaats laten herstellen zodra de omstandigheden dit toelaten.

Indien het voertuig pas na meer dan een week na het uitvallen van het apparaat of het constateren van de gebrekkige werking op de vestigingsplaats kan terugkeren, moet de herstelling onderweg worden uitgevoerd.

De Lid-Statens kunnen in het kader van artikel 19 bepalen dat de bevoegde instanties het gebruik van het voertuig kunnen verbieden, indien het uitvallen of de gebrekkige werking van het apparaat niet overeenkomstig het hierboven bepaalde wordt verholpen."

Artikel 15, § 4, van het ontwerp zou zo moeten worden herzien dat het in de lijn ligt van het systeem waarin voorzien wordt door de voornoemde bepaling.

### Artikel 17

#### 1. Artikel 17, § 1, luidt als volgt :

"De Minister of zijn afgevaardigde stelt de voorwaarden vast voor het verkrijgen van de (...) tachograafkaarten (...)"

Zulk een subdelegatie van verordnungsbevoegdheden aan een ambtenaar gaat te ver en kan niet worden toegestaan.

#### 2. In artikel 17, § 12, wordt het volgende bepaald :

"§ 12. Bij onrechtmatig of bedrieglijk gebruik worden de kaarten in beslag genomen en ingetrokken door de in artikel 19 § 2 bedoelde controleambtenaren."

Deze bepaling moet worden beoordeeld in het licht van artikel 14, lid 4, c), van de voornoemde Verordening 3821/85/EEG, waarin het volgende wordt bepaald :

"c) Bestuurderskaarten zijn persoonlijk. Zolang zij geldig zijn, kunnen zij om geen enkele reden worden ingetrokken of geschorst, behalve wanneer de bevoegde autoriteit van een lidstaat vaststelt dat een kaart is vervalst, dat de bestuurder een kaart gebruikt waarvan hij niet de houder is of dat een kaart is verkregen op basis van valse verklaringen en/of valse documenten. Indien de bovengenoemde maatregelen inzake intrekking of schorsing worden genomen door een andere lidstaat dan de lidstaat van afgifte, zendt de eerstgenoemde lidstaat de kaart met opgave van redenen terug aan de autoriteit van de laatstgenoemde lidstaat die de kaart heeft afgegeven."

Het in deze bepaling gehuldigde principe is dat van het verbod van intrekking of schorsing van de kaart. De uitzonderingen waarin deze bepaling voorziet dienen bijgevolg strikt te worden geïnterpreteerd. In artikel 17, § 12, van het ontwerp zou het dus wenselijk zijn om de woorden "bij onrechtmatig of bedrieglijk gebruik" te vervangen door een verwijzing naar de gevallen waarvan sprake is in het voornoemde artikel 14, lid 4, c, van de Europese Verordening waaraan het uitvoering geeft.

#### 3. Het is dienstig de redactie van artikel 17, § 16, te herzien.

.../...

### Artikel 18

Artikel 18, § 1, zesde lid, mag vervallen, daar "de in artikel 19, § 2, bedoelde" ambtenaren deel uitmaken van "de in § 4 bedoelde ambtenaren", naar wie verwezen wordt in artikel 18, § 1, vijfde lid.

### Artikel 19

Artikel 19, § 1, van het ontwerp bepaalt :

"Art. 19. § 1. De op het grondgebied van een ander land begane overtredingen worden vastgesteld en zijn strafbaar overeenkomstig de vigerende wetten en reglementen."

Deze formulering is niet even duidelijk als artikel 10 van het voornoemde koninklijk besluit van 13 juli 1984, dat men met dit ontwerp beoogt te vervangen. In die formulering wordt daarenboven nagelaten te vermelden dat tekortkomingen aan verordening 3821/85/EG strafbare feiten zijn waarop artikel 2 van de voornoemde wet van 18 februari 1969 of artikel 4 van de voornoemde wet van 21 juni 1985 van toepassing is, al naar gelang ze verband houden met de nadere regels voor het gebruik van het controleapparaat of met de technische kenmerken ervan.

Teneinde die strafbare feiten, waarvoor niet dezelfde straffen gelden, duidelijk van elkaar te onderscheiden, zou het overigens wenselijk zijn om een dubbele opsomming te geven van de tekortkomingen aan de verplichtingen die voortvloeien uit de Europese verordening en uit het onderzochte ontwerp en waaraan een strafrechtelijke straf verbonden is, door deze op te splitsen al naar gelang de strafbaarstelling ervan verband houdt met de ene of de andere voornoemde regelgeving.

### Artikel 21

In artikel 21 van het ontwerp worden bestuurders van voertuigen die uitgerust zijn met een tachograaf verplicht om in sommige in dat artikel bepaalde omstandigheden in het bezit te zijn van een attest van hun werkgever, aangaande hun periodes van afwezigheid wegens verlof, ongeval, ziekte, dagelijkse of wekelijkse rusttijd.

De afdeling wetgeving merkt op dat deze verplichting evenwel niet van toepassing is op bestuurders die hun activiteit uitoefenen zonder onder het gezag te staan van een werkgever.

### Artikel 23

De datum van 5 augustus 2005, die vermeld wordt in artikel 23, eerste lid, van het ontwerp, kan enkel worden toegestaan als dat ontwerp goedgekeurd en bekendgemaakt wordt vóór die datum, waardoor aan de betrokkenen aldus de mogelijkheid wordt geboden om de noodzakelijke maatregelen te treffen om te beantwoorden aan de verplichting opgelegd door die tekst. In dat verband wordt eveneens verwezen naar de opmerking die geformuleerd wordt onder artikel 25.

### Artikel 25

Uit het ontworpen artikel 25 blijkt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt de dag waarop het bekendgemaakt wordt in het Belgisch Staatsblad.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde eenieder een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

### Bijlage II

1. Het is niet logisch om in punt C, I, a), van bijlage II te bepalen dat, om een erkenningsaanvraag in te kunnen dienen, en dus voordat men deze erkenning gekregen heeft, een standaard uithangbord dat de onderneming identificeert als erkend installateur van digitale tachografen op een goed zichtbare plaats buiten het gebouw dient te worden geplaatst.

2. Het gebruik van een kast die op slot kan of van een brandkast wordt in bijlage II, C, I, b), tweede lid, en D), a), enkel verplicht gesteld voor installateurs of herstellende van digitale tachografen. De uitrusting die erin bewaard moet worden, is evenwel gedeeltelijk dezelfde als die welke gebruikt wordt in werkplaatsen voor analoge tachografen (onder andere verzegelingsgereedschap en installatieplaatjes).

### Bijlage VI

1. Wat betreft de procedures en beslissingen inzake intrekking of niet-vernieuwing van de erkenning van de controle-instellingen van de erkende werkplaatsen, wordt verwezen naar opmerking 2 gemaakt over artikel 13 van het ontwerp.

2. In punt 6 van bijlage VI wordt het volgende bepaald : "De instellingen die de erkenning aanvragen, verbinden zich ertoe om een jaarlijkse controle te verrichten op de volgende punten :".

De draagwijdte van deze verplichting zou duidelijker moeten worden bepaald.

### Slotopmerking

Er behoort voluit "euro" te worden geschreven in plaats van het symbool "€", dat in het onderzochte besluit wordt gebruikt.

-----

De kamer was samengesteld uit

|          |                                |                  |
|----------|--------------------------------|------------------|
| Mevrouw  | M.-L. WILLOT-THOMAS,           | kamervoorzitter, |
| de Heren | P. LIÉNARDY,<br>P. VANDERNOOT, | staatsraden,     |
| Mevrouw  | C. GIGOT,                      | griffier.        |

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS